



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/C.2/1995/2/Add.5  
6 décembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS NON  
GOUVERNEMENTALES  
20-31 mars 1995  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

RAPPORTS QUADRIENNAUX SUR LES ACTIVITES DES  
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTEES DU STATUT  
CONSULTATIF (CATEGORIES I ET II) AUPRES DU  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapports quadriennaux, 1990-1993

Rapports présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en  
application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique  
et social, en date du 23 mai 1968

Additif

---

\* E/C.2/1995/1.

Note

Conformément à la résolution 1295 (XLIV) du Conseil économique et social concernant les modalités de consultation avec les organisations non gouvernementales, les organisations des catégories I et II dotées du statut consultatif sont tenues de soumettre tous les quatre ans au Comité chargé des organisations non gouvernementales, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un bref rapport sur leurs activités, notamment en ce qui concerne l'appui qu'elles ont apporté aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Après avoir examiné le rapport de chaque organisation ainsi que toute autre information pertinente, le Comité peut recommander au Conseil de reclasser l'organisation en question dans toute autre catégorie qu'il juge appropriée.

Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a décidé, à sa session de 1981, que les rapports soumis par les organisations non gouvernementales doivent se limiter chacun à un maximum de deux pages dactylographiées à interligne simple. En outre, à sa session de 1989, le Comité a souligné la nécessité, pour les organisations tenues de soumettre un rapport annuel, de fournir au Secrétariat une information claire et actuelle et notamment un bref rappel liminaire de leurs buts et de leurs objectifs.

A sa session de 1991, le Comité a mis l'accent sur la nécessité, pour les organisations non gouvernementales tenues de soumettre un rapport quadriennal, de dresser un tableau clair de celles de leurs activités qui intéressent l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a fait valoir d'autre part que les rapports devraient suivre les orientations établies par le Service des organisations non gouvernementales, conformément aux décisions pertinentes du Comité (voir E/1991/20, par. 47). Le Comité a décidé que seuls seraient soumis à son examen les rapports établis conformément aux orientations en question et remis au Service des organisations non gouvernementales au plus tard le 1er juin de l'année précédant la session du Comité. Le Comité a rappelé que les organisations qui ne soumettraient pas à temps des rapports dans la forme requise pourraient se voir reclassées dans la catégorie que le Comité jugerait appropriée, conformément aux dispositions du paragraphe 40 b) de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social (voir E/1991/20, par. 48). En application de ces décisions, le Secrétariat a communiqué en décembre 1993 à toutes les organisations concernées les orientations nécessaires à l'établissement des rapports quadriennaux.

Les éléments contenus dans cet ensemble de documents (E/C.2/1995/2 et additifs) ont été reproduits tels qu'ils ont été reçus et reflètent de ce fait la politique et la terminologie des organisations concernées. Les appellations employées n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

On pourra obtenir une documentation supplémentaire (rapports annuels et exemplaires de publications) auprès de la Section des organisations non gouvernementales, du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

/...

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Note .....	2
1. Fonds chrétien de l'enfance .....	4
2. Maison du Covenant .....	5
3. Conseil de l'Archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud .....	6
4. Human Rights Advocates .....	9
5. Association internationale des Lions Clubs - Lions Clubs International ...	13
6. Union catholique internationale de la presse .....	15
7. Organisation internationale des employeurs .....	18
8. Fédération internationale pour le planning familial .....	20
9. Institut international de statistiques .....	22
10. Union internationale pour l'étude scientifique de la population .....	26
11. Zonta International .....	28

## 1. FONDS CHRETIEN DE L'ENFANCE

### (Catégorie II)

Le Fonds chrétien de l'enfance est un organisme international à but non lucratif et non sectaire. Fondé en 1938, il se consacre à la survie et à la protection des enfants ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de leur vie. Le Fonds fournit une aide aux enfants nécessiteux quelle que soit leur race ou leur religion. Il fournit une aide à environ 2,5 millions d'enfants dans plus de 40 pays en Asie, en Afrique, en Amérique latine et, depuis 1991, en Europe de l'Est. Son siège est situé à Richmond, Virginie (Etats-Unis d'Amérique).

Le Fonds s'emploie à assurer à chaque enfant les besoins essentiels à sa survie - aliments, eau salubre, soins de santé et médicaments - ainsi qu'un appui à la formation et à l'éducation nécessaires à son autosuffisance. Les programmes du Fonds veillent également à satisfaire les besoins émotionnels, psychologiques et mentaux de l'enfant qui sont aussi nécessaires à son développement que le sont la nourriture et l'abri.

Etant le plus ancien organisme de parrainage de développement de l'enfant, le Fonds encourage le concept des relations de personne à personne entre les enfants nécessiteux et les personnes désirant les aider. Ceci est un principe fondamental du Fonds et a servi de pilier à sa capacité d'aider les enfants. Pour les enfants en situation de crise - qui ont dépassé le stade de la relation continue enfant-parrain -, le Fonds du succès de ses appels de fonds spéciaux et d'autres dons.

Le Fonds possède des bureaux nationaux dans 22 pays, y compris aux Etats-Unis. En outre, des organismes partenaires assurent la présence du Fonds en Allemagne, en Australie, au Canada, au Danemark, en France, à Hong-kong, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en République de Corée, au Royaume-Uni et à Taïwan (Province de Chine). Les filiales néo-zélandaise et française ont été créées au cours des quatre dernières années.

En 1991, le Fonds a ouvert un bureau à Genève. Il apporte un soutien aux programmes du Fonds en Europe de l'Est et assure la liaison avec les institutions des Nations Unies à Genève.

En 1989, le Président du Fonds a été élu Vice-Président du Comité des ONG de l'UNICEF. En 1991, il est devenu Président du Comité des ONG et a été réélu en 1993. Il a représenté régulièrement le Fonds aux réunions et manifestations parrainées par l'UNICEF.

Depuis 1990, le Fonds a un bureau de liaison à New York. Ceci a permis au Fonds de renforcer ses relations avec l'UNICEF et d'autres bureaux et institutions des Nations Unies. Le personnel du bureau de New York assiste régulièrement aux réunions du Conseil d'administration de l'UNICEF, aux réunions d'information du Département des affaires humanitaires et autres réunions d'information du Secrétariat, à des séminaires et forums. Il tient le Fonds au courant des manifestations et des activités des Nations Unies en publiant un bulletin d'information bimensuel et au moyen de communications régulières par téléphone et mémoranda.

Le personnel du Fonds a des contacts fréquents avec l'UNICEF, tant aux Etats-Unis que dans les bureaux nationaux. Un membre du personnel du Fonds s'est rendu en Roumanie en tant que membre de la délégation de l'UNICEF. Un autre a travaillé avec le Département de l'éducation de l'UNICEF à l'élaboration des programmes de travail relatif au développement des jeunes enfants.

Le Fonds accorde une priorité élevée à la ratification et au suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les bureaux nationaux sont encouragés à oeuvrer en collaboration avec d'autres ONG à la promotion de la Convention.

A la suite du Sommet mondial sur les enfants, le Fonds a rédigé son propre plan d'action, fondé sur celui du Sommet mondial, intitulé "Ten Steps to 2000". Il prévoit que les programmes du Fonds fournissent 10 services essentiels à tous les enfants, en se fondant sur le Plan d'action du Sommet mondial.

Certains bureaux nationaux du Fonds travaillent également en coopération directe avec le PNUD.

## 2. MAISON DU COVENANT

### (Catégorie II)

Les buts de la Maison du Covenant sont les suivants : identifier et aider à résoudre les problèmes des enfants pauvres en milieu urbain, notamment des enfants abandonnés ou négligés; étudier et participer à l'identification des problèmes d'ordre social, psychologique et physique auxquels font face ces enfants et sensibiliser l'opinion publique à la nécessité d'organiser des secours effectifs à l'intention de ces enfants. La Maison du Covenant atteint ces buts en fournissant chaque année un logement et des services d'appui à plus de 40 000 enfants en fugue ou enfants des rues. La Maison du Covenant administre des programmes au Canada, aux Etats-Unis, au Guatemala, au Honduras et au Mexique. Elle fournit de la nourriture et un logement, des services aux enfants des rues, une assistance médicale et nutritionnelle, des conseils et un plaidoyer en matière de lutte contre l'abus des drogues.

Au cours de la période 1990-1993, le Premier Vice-Président de la Maison du Covenant a participé mensuellement aux travaux du Groupe de travail des ONG de l'UNICEF sur les Enfants en situations particulièrement difficiles. En 1993, il a présidé le sous-groupe de travail sur les enfants exploités. Les travaux du groupe portaient sur différents projets relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants et, plus récemment, l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine. Le groupe a axé ses travaux sur l'identification et la diffusion d'informations relatives à des programmes qui avaient aidé avec succès des enfants travaillant dans les pays en développement et les pays les moins avancés. Le Groupe de travail a demandé que ces programmes soient répétés et que les institutions des Nations Unies, les gouvernements donateurs et les grandes organisations internationales accroissent le financement accordé à ces programmes et à d'autres programmes similaires. Le Premier Vice-Président a également établi des liens avec le bureau de l'OIT à New York.

En outre, en 1990 et 1991, le Premier Vice-Président a participé aux réunions mensuelles du Comité de l'emploi des jeunes et, en 1990, il a présidé le Conseil

/...

exécutif du Comité des ONG/DPI. En cette qualité, il a joué un rôle majeur en présidant la conférence annuelle ONG/DPI tenue en septembre de la même année.

En 1992 et 1993, le Premier Vice-Président a participé aux travaux du Comité de la planification de la Conférence des ONG sur les droits de l'enfant, tenue au Guatemala en novembre 1993. En tant que l'un des sept membres du comité international, il a participé à la planification, à la coordination et au fonctionnement de la conférence et a apporté un appui technique par l'intermédiaire de la Casa Alianza (Maison du Covenant) du Guatemala. Plus de 130 ONG ont participé aux travaux de suivi accomplis immédiatement après la conférence.

La Maison du Covenant a collaboré étroitement avec l'UNICEF et le Rapporteur des Nations Unies pour les droits de l'homme en ce qui concerne la situation des enfants des rues au Guatemala et au Honduras et, par l'intermédiaire de son bureau d'assistance juridique du Guatemala, a déposé plus de 50 plaintes contre la police accusée d'avoir tué des enfants des rues. La Maison du Covenant a également mis l'UNICEF au courant des cas d'abus de la colle à chaussures par les enfants des rues, particulièrement dans les pays d'Amérique centrale, et a lutté pour que cette colle, qui est fabriquée par une compagnie américaine et allemande, soit modifiée de façon à ce que son odeur devienne particulièrement désagréable. Ce travail a été mené par le Directeur de la Maison du Covenant d'Amérique centrale, en liaison avec le Premier Vice-Président.

Le Premier Vice-Président de la Maison du Covenant a diffusé la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur Le sort tragique des enfants des rues et a suivi les activités de la Commission des droits de l'homme sur cette question. La Déclaration s'est révélée d'une valeur inestimable pour les travaux entrepris par la Maison du Covenant dans le domaine du plaidoyer en faveur des enfants des rues, particulièrement en Amérique centrale.

Dans ses lettres adressées aux membres du Sénat américain, la Maison du Covenant a oeuvré très activement à la promotion de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant.

### 3. CONSEIL DE L'ARCHEVECHE ORTHODOXE GREC D'AMERIQUE DU NORD ET DU SUD

(Catégorie I)

#### Buts et objectifs

Le Conseil de l'Archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud est une organisation internationale dont les membres résident aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il appuie des programmes entrepris dans des pays en développement tels que l'Ouganda, le Kenya, le Zaïre, le Ghana, la République de Corée, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et d'autres parties du monde.

Organisme humanitaire d'action familiale dont le budget est financé par des cotisations familiales, le Conseil respecte les principes des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde; la collaboration avec les pays du monde en vue de favoriser une amélioration des conditions sociales, de l'éducation et de la santé; le respect des droits et libertés individuelles;

/...

l'amélioration de la situation de la femme; et la condamnation du racisme et de la discrimination raciale dans le monde.

Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies

a) En coopération avec l'OMS, le Conseil a réalisé des enquêtes locales sur la situation sanitaire et nutritionnelle à Accra, Larteh et Odinagwa (Ghana), à Addis-Abeba et à Djiwaha (Ethiopie), et à Laukipia (Kenya);

b) En coopération avec l'OMS, l'UNESCO et l'UNICEF, le Conseil a créé des dispensaires médicaux, des écoles et des centres communautaires au Kenya, en Ouganda, au Ghana et au Nigéria;

c) Le Conseil a organisé des campagnes de financement de l'UNICEF pour la construction de puits en Afrique, pour l'aide aux sans-abris et aux enfants des rues, pour la vaccination des enfants et pour le traitement par réhydratation orale. Des campagnes de financement ont également été organisées pour aider à l'éducation des filles et apporter une aide aux enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles. Le Conseil est également membre du Groupe de travail de l'UNICEF sur les droits de l'enfant et a participé à la Conférence sur les religions du monde au service des enfants du monde et a soumis une déclaration et un plan d'action de la Conférence au chef d'Etat du Sommet mondial pour les enfants. Il a assisté au Sommet mondial qui s'est tenu le 29 septembre 1990. Le Conseil a collaboré et a apporté son expertise au Comité des ONG auprès de l'UNICEF au cours de ses consultations sur le rôle joué par la famille dans le domaine du soutien aux enfants. Il a également participé au Groupe de travail de l'UNICEF chargé de la Conférence mondiale de 1990 sur l'éducation pour tous .

d) Dans le domaine des secours en cas de catastrophe, le Conseil a coopéré avec les organes des Nations Unies chargés de contribuer aux secours apportés aux victimes de la famine en Somalie, en Ethiopie, au Soudan et au Rwanda. Le Conseil a également envoyé de la nourriture et des troussees médicales à la Fédération de Russie et à l'ex-Yougoslavie. Les victimes de tremblements de terre et d'ouragans ont reçu une assistance au Bangladesh, au Mexique, en Californie et en Floride. Des fonds ont été recueillis à l'intention du Fonds pour les secours aux réfugiés kurdes.

Autres activités pertinentes : mise en oeuvre des résolutions des Nations Unies

En application de la résolution 1987/24 du Conseil économique et social, le Conseil continue d'apporter un appui à des groupes et ateliers dans l'ensemble de l'Archevêché en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes au sein de la famille. Le Conseil mène à bien des programmes dans les domaines de la lutte contre la drogue, du SIDA et des problèmes familiaux. Il poursuit ses efforts en collaboration avec les coalitions nationales pour aider les sans-abris, créer des centres de distribution des aliments et fournir des logements aux sans-abris.

Consultation et coopération avec des hauts fonctionnaires du  
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

En tant que membre originel du Groupe de travail des ONG sur la famille, le Conseil a participé en janvier 1990 à l'enquête/questionnaire et au processus de planification du Secrétariat et à l'initiative du Secrétaire général, entrepris en

/...

vue de la commémoration de l'Année internationale de la famille. En mai 1991, le Conseil a participé à la Consultation sur le rôle des pères dans la vie contemporaine et à la Consultation sur les familles et les stratégies du développement. Le Conseil a entrepris des consultations avec le Centre des droits de l'homme afin de préparer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil assiste régulièrement aux sessions du Conseil économique et social ainsi qu'à d'autres conférences et réunions tenues par des organes de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil est membre de la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) depuis 1986 et il assiste régulièrement aux réunions du Bureau de la CONGO. Le Conseil de l'Archevêché est un membre actif des comités des ONG concernant la famille, la jeunesse, le vieillissement, l'abus de stupéfiants et substances psychoactives, les droits et la liberté de religion et de croyance. Le Conseil assiste aux réunions d'information organisées par le Département de l'information où ses représentants ont joué des rôles de direction au Comité exécutif ONG/DPI. Pendant la période 1990-1993, le Conseil a participé à toutes les conférences annuelles du Département de l'information et des ONG.

En janvier 1991, le Conseil a assisté à la Conférence d'amendement des Etats parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.

En avril 1992, le Conseil a assisté, avec les représentants permanents des missions, à la Conférence de la CONGO sur le thème "Comprendre le rôle des ONG internationales".

En mars 1992, le Conseil a assisté à la quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence sur l'environnement et le développement, tenue au Siège des Nations Unies et en juin 1992, le Conseil a participé à la Conférence elle-même à Rio de Janeiro (Brésil).

En 1991, le Conseil a assisté à la Conférence sur la Décennie mondiale du développement culturel, parrainée par le PNUD et l'UNESCO et tenue au Siège des Nations Unies.

Communications orales et écrites

A la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Conseil a soumis une déclaration écrite sur l'orthodoxie et la crise écologique. Il a participé, avec d'autres religions du monde à la préparation de la Charte de la terre qui a été présentée à la Conférence. La Charte est une déclaration de principes universels visant à aider les peuples à vivre en harmonie entre eux et avec la terre.

En février 1990, le Conseil a publié une déclaration conjointe d'ONG à la session spéciale de l'Assemblée générale convoquée pour traiter du problème de la drogue.



En septembre 1990, le Conseil, conjointement avec d'autres ONG, a présenté une déclaration au Sommet mondial pour les enfants. Il a également participé, conjointement avec le Comité des ONG sur la famille, à la présentation d'une déclaration conjointe à la Commission du développement social, décrivant l'impact néfaste des stratégies de développement sur le bien-être et la stabilité de la famille.

Il a fait des déclarations orales à la quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme.

Autres exemples d'activités consultatives et de fond, y compris la collaboration au niveau local et le parrainage commun de réunions, séminaires et études

Le Conseil a collaboré avec les autres ONG religieuses à la préparation de dossiers sur la liberté de religion et a participé avec d'autres ONG religieuses à l'initiative "Environmental Sabbath".

Le Conseil a participé au programme de reboisement des Nations Unies.

En qualité de membre originel du Groupe de travail des ONG sur la famille, le Conseil a pris des mesures spéciales de 1990 à 1993 pour préparer l'Année internationale de la famille par l'intermédiaire de son Département sur la vie familiale. Des ateliers et des séminaires ont été organisés lors de conventions et conférences dans toutes les circonscriptions du monde entier, sur les problèmes auxquelles les familles doivent faire face : parent unique, divorce, SIDA, alcoolisme, drogues, violence et vieillissement des parents. Des guides, des matériaux visuels ont été publiés et des programmes de protection sociale ont été entrepris afin d'éviter l'effondrement de la famille. Le Conseil travaille en coopération avec des institutions des Nations Unies, des groupes interéglises et des gouvernements nationaux et locaux.

Le Conseil commémore la Journée des Nations Unies, la Journée mondiale de l'alimentation, la Journée mondiale de l'environnement et la Journée des droits de l'homme.

Le Conseil de l'Archevêché diffuse des informations relatives à l'Organisation des Nations dans son journal bihebdomadaire The Orthodox Observer; dans sa revue mensuelle Mission; et ses bulletins d'information; ainsi que dans le cadre des conférences qu'il a tenues, où il a organisé des séminaires et ateliers ayant trait aux questions couvertes par les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Son service des communications produit des programmes vidéo consacrés à des questions relevant de l'Organisation des Nations Unies, à l'intention des collectivités des Etats-Unis, du Canada et d'Amérique du Sud.

#### 4. HUMAN RIGHTS ADVOCATES

##### (Catégorie II)

Human Rights Advocates (HRA) a pour buts et objectifs de favoriser une plus grande protection des droits de l'homme dans le monde entier en recourant de façon créative et décisive aux lois et procédures internationales sur les droits de l'homme. Pour ce faire, HRA organise des conférences et séminaires, publie des

/...

articles inédits et des bulletins d'information; participe aux poursuites en justice aux Etats-Unis; encourage les membres du Congrès des Etats-Unis et les associations locales du Barreau à agir en faveur des droits de l'homme; intervient aux sessions des organes des Nations Unies sur les droits de l'homme; et présente des pétitions aux commissions européenne et interaméricaine des droits de l'homme.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses  
organes subsidiaires

HRA participe aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et soumet à l'occasion des communications orales et écrites :

Communications écrites

Commission des droits de l'homme

Legislatures and human rights (Les législatures et les droits de l'homme) (E/CN.4/1993/NGO/32), février 1993

Relationship between civil defence forces and human rights: situation in Guatemala (Relations entre les forces de défense civile et les droits de l'homme : la situation au Guatemala) (E/CN.4/1993/NGO/33), février 1993

Crimes against humanity (Crimes contre l'humanité) (E/CN.4/1993/35), février 1993

United States ratification of the Covenant on Civil and Political Rights (Ratification par les Etats-Unis du Pacte relatif aux droits civils et politiques) (E/CN.4/1993/NGO/34), février 1993

Persons subjected to any form of detention (Personnes soumises à une forme quelconque de détention) (déclaration conjointe) (E/CN.4/1992/NGO/27), 4 février 1992

Realization of economic... rights, Mfengu case (La réalisation des droits économiques..., cas Mfengu) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/44), 20 février 1991

Role of youth/conscientious objection (Rôle de la jeunesse/Objection de conscience) (E/CN.4/1991/NGO/50), 19 mars 1991

Human rights in arms conflicts (Les droits de l'homme en période de conflits armés) (E/CN.4/1991/NGO/45), 4 mars 1991

Violation of human rights, journalists (Violations des droits de l'homme, journalistes) (E/CN.4/Sub.2/NGO/25), 21 août 1990

Review of further development, journalists (Examen des faits nouveaux, journalistes) (E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/23), 17 août 1990

Discrimination against indigenous peoples (Discrimination à l'encontre des populations autochtones) (E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/22), 17 août 1990

/...

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la  
protection des minorités

Realization of economic, social and cultural rights (La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels) (E/CN.4/Sub.2/NGO/28), 6 septembre 1993

New approach to self-determination... (Une nouvelle approche à l'autodétermination...) (E/CN.4/Sub.2/1993/34/Add.2), 27 mars 1993

Administration of justice... (Administration de la justice...) (déclaration conjointe) (E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/20), 11 août 1992

Review of further developments... (Examen des faits nouveaux...) (déclaration conjointe), (E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/10), 4 août 1992

Realization of economic, social and cultural rights (Réalisation des droits économiques, sociaux et culturels) (E/CN.4/Sub.2/1992/NGO/7), 4 août 1992  
(E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/11), 1er août 1991

Administration of justice... (Administration de la justice...) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/27), 12 août 1991

Administration of justice... (Administration de la justice...) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/28), 9 août 1991

Violation des droits de l'homme, Tibet (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/12), 1er août 1991

Review of further developments, Yugoslavia (Examen des faits nouveaux, Yougoslavie) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/25), 9 août 1991

Administration of justice (Administration de la justice) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/26), 12 août 1991

Right of everyone to leave and return (Le droit de toute personne à quitter un pays et à y revenir) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/25), 9 août 1991

Violation of human rights... (Violation des droits de l'homme), 12 août 1991

Protection of Vietnamese asylum seekers in Hong Kong (Protection des réfugiés vietnamiens à Hong-kong), document de travail, août 1991.

Legal and institutional aspects: human rights and the environment (Les aspects juridiques et institutionnels : les droits de l'homme et l'environnement) (E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/11), août 1991

Discrimination against indigenous peoples (Discrimination à l'encontre des populations autochtones) (E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/22), 17 août 1990

/...

Communications orales

Commission des droits de l'homme

Human rights violations in Palestine (Violations des droits de l'homme en Palestine), février 1993

"Minorities", "peoples" and self-determination ("Minorités", "peuples" et l'autodétermination), février 1993

Civil defence forces and human rights (Les forces de défense civile et les droits de l'homme), février 1993

Human rights situation in Tibet (Situation des droits de l'homme au Tibet), 19 février 1992

Disability report of the Subcommission (Rapport de la Sous-Commission sur l'incapacité), février 1992

Detention issues of torture and forced repatriation (Questions relatives à la détention, à la torture et à la rapatriation forcée), février 1992

Racial discrimination, Mfengu case (Discrimination raciale, le cas Mfengu), 11 août 1992

Human rights defenders (Les défenseurs des droits de l'homme), 4 mars 1992

Violation of human rights, Nagorny-Karabakh (Violation des droits de l'homme, Nagorny-Karabakh), 19 février 1992

Elimination of all forms of intolerance... (Elimination de toutes les formes d'intolérance), 13 février 1990

Anti-Armenian massacres in Azerbaijan (Massacres anti-arméniens en Azerbaïdjan), 20 février 1990

Administrative detention of refugees... (Détention administrative des réfugiés), 13 février 1990

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Lesbian and gay rights (Les droits des lesbiennes et des homosexuels), août 1993

Human rights situation in republics of former Soviet Union (La situation des droits de l'homme dans les Républiques de l'ancienne Union soviétique), août 1993

Human rights and the environment, referring to report of Mrs. Ksentini (Les droits de l'homme et l'environnement, référence au rapport de Mme Ksentini), 20 août 1993

/...

Soviet nationalities conflicts (Les conflits entre les nationalités soviétiques), février 1992

Situation in the USSR (La situation en URSS), 15 août 1991

Human rights and the disabled (Les droits de l'homme et les handicapés), 16 août 1991

Detention of asylum seekers; state of emergency in USSR (Détention des réfugiés; état d'urgence en URSS), 21 août 1991

HRA Newsletter : Les numéros 14 à 22 (1990-1993) contenant des articles concernant l'Organisation des Nations Unies, ont été envoyés au Secrétariat.

Coopération avec les programmes, les organes et les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies

Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 9-13 septembre 1991, Genève

Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 25 novembre-12 décembre 1991, Genève

Organisation internationale du Travail, consultations relatives au Caucase, décembre 1991-en cours, Genève

Autre activités pertinentes

Commission des droits de l'homme, Groupe de travail sur les minorités, 2-13 décembre 1991, Genève

Centre pour les droits de l'homme, consultations relatives aux services consultatifs au Caucase, novembre 1991-en cours, Genève

A organisé un séminaire sur le droit et les procédures relatifs aux droits de l'homme à Yerevan, janvier 1992, Genève

A participé à la délégation conjointe des ONG à Abkhazia, décembre 1993

5. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES LIONS CLUBS - LIONS CLUBS INTERNATIONAL

(Catégorie II)

Lions Clubs International compte environ 1 400 000 membres dans 42 000 clubs, répartis dans 178 pays ou circonscriptions géographiques. C'est une organisation sans but politique qui se consacre à l'amélioration des conditions sociales et humanitaires. Le leitmotiv de l'association est "We Serve" et ses activités sont étroitement parallèles à celles des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui du développement humanitaire.

Au cours des quatre dernières années, le nombre des membres d'outre-mer a augmenté, alors que celui des membres d'Amérique du Nord a diminué. L'ensemble des

/...

membres, cependant, est demeuré stable, alors que le nombre de pays a augmenté. Le nombre des membres de l'ancienne Union soviétique, des Etats de la Baltique, et des pays d'Europe de l'Est a augmenté.

Les agents de liaison sont nommés par chaque Président international pour représenter l'Association auprès des Nations Unies à New York et auprès de ses bureaux de Genève et de Vienne. En outre, l'Association est affiliée à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), auprès desquelles des agents de liaison sont également nommés.

Au cours des quatre dernières années, l'Association a coopéré avec les Nations Unies dans les domaines suivants :

a) Participation avec l'OMS à l'exécution d'une initiative majeure pour la prévention de la cécité, intitulée SightFirst. Des dons importants sont fournis pour des projets relatifs à la lutte contre la cécité proposés par un comité où siège un représentant de l'OMS. En outre, pendant la période d'exécution du programme SightFirst, l'Association a maintenu un conseiller auprès de l'OMS;

b) Collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à la compilation d'un Guide sur l'environnement devant être distribué aux organisations non gouvernementales;

c) Participation active aux travaux des Comités des ONG sur les stupéfiants et l'abus des drogues psychoactives à New York et à Vienne;

d) Exécution, en coopération avec l'UNESCO du Programme international "Alphabétisation et culture" organisé par les Leo Clubs;

e) Parrainage d'une Journée annuelle des Lions Clubs, à laquelle le Secrétaire général et des représentants de diverses institutions humanitaires des Nations Unies ont fait des déclarations liminaires. Des représentants des institutions des Nations Unies ont également participé à des programmes semblables mis en oeuvre dans le monde entier;

f) Promulgation de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues par l'intermédiaire d'un calendrier créé par des jeunes afin de lutter contre l'abus des drogues;

g) Promotion d'un programme de sensibilisation au diabète dans tous les pays où existent des Lions Clubs; le thème central de ce programme a été élaboré à la suite de recommandations faites par des fonctionnaires de l'OMS.

#### Autres activités pertinentes

Entre 1991 et 1993, le bureau de liaison auprès de l'UNESCO a présidé le groupe de travail sur l'environnement et le développement durable, qui a élaboré un document sur des projets de développement viable qui pourraient améliorer la qualité de l'environnement. Au cours des quatre dernières années, le statut de l'Association auprès de l'UNESCO est passé de la catégorie C à la catégorie B.

/...

Les numéros de la revue The Lion contenant des articles relatifs aux Nations Unies ont été envoyés au Secrétariat.

#### 6. UNION CATHOLIQUE INTERNATIONALE DE LA PRESSE (UCIP)

L'instance mondiale de professionnels de la presse séculaire et religieuse

(Catégorie II)

L'UCIP est une organisation internationale, catholique, professionnelle et autonome qui rassemble des journalistes, des éditeurs et des professeurs de journalisme et de communications. Elle encourage, coordonne et représente les activités des professionnels de la presse séculaire et religieuse dans le monde entier.

Au cours des quatre dernières années, le nombre des membres de l'UCIP a considérablement augmenté. Une section spéciale de l'Union, l'International Network of Young Journalists, a attiré de nombreux jeunes professionnels. L'Union est une instance unique et prospère dans le domaine des médias.

L'UCIP est actuellement présente dans 109 pays dans différentes régions du monde. Les programmes de l'UCIP destinés aux professionnels des médias ont attiré non seulement des journalistes mais également des gouvernements en tant que partenaires.

#### Activités

Au cours des quatre dernières années l'UCIP a accordé une attention particulière à la mise en oeuvre d'activités relatives aux résolutions, décisions et principes des Nations Unies. Ces activités comprennent l'UCIP University; des programmes de perfectionnement; le Congrès mondial qui est la principale activité mondiale de l'Union; les documents de l'UCIP; le Prix international pour la solidarité avec les réfugiés; et les études continues sur des questions pertinentes.

#### UCIP University

UCIP University est un programme fondé sur la découverte mis en oeuvre à l'intention de journalistes professionnels âgés de 25 à 40 ans, visant à les aider à comprendre et à étudier la vie d'un continent autre que le leur. Deux fois tous les trois ans, l'UCIP sélectionne de 20 à 25 journalistes venant du monde entier excepté du continent sélectionné.

UCIP University 1990 a été organisé aux Etats-Unis et au Canada en juin/juillet. Vingt-cinq journalistes d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie ont participé à ce programme d'un mois au cours duquel ils ont été exposés aux réalités culturelles, politiques, sociales et religieuses du continent nord-américain.

UCIP University 1991 a été organisé en Inde et au Pakistan. Les 26 journalistes participant ont déclaré que les exposer aux réalités était un moyen plus efficace de leur faire comprendre la vie et les réalités du sous-continent indien que de dépendre des agences de presse internationales.

/...

Le Congrès mondial de l'UCIP se tenant en 1992, UCIP University n'a pas eu lieu cette année-là..

UCIP University 1993 a été organisé dans l'ex-République démocratique allemande, en Pologne, en République tchèque, en Hongrie et en Ukraine. Pour les 24 journalistes participants et pour les gouvernements hôtes et les organisations gouvernementales et non gouvernementales, UCIP University a été une occasion extraordinaire d'observer l'Europe de l'Est.

UCIP University 1994 sera organisé en novembre au Kenya, en République-Unie de Tanzanie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud. Ces activités donneront un aperçu de ces quatre pays africains qui ont subi d'énormes changements.

UCIP University rassemble des journalistes de toutes les parties du monde, de pays développés et en développement en dépit des inégalités et les injustices rencontrées dans leurs salaires, leurs conditions de travail et leurs perspectives d'avenir. Le programme a réussi à unir les journalistes de différents pays dans l'esprit des principes des Nations Unies.

#### Programmes de perfectionnement

Les programmes de perfectionnement tiennent compte des besoins des professionnels aux niveaux national, régional et/ou continental. Ils aident les journalistes et les gouvernements à étudier les questions les plus essentielles d'un pays, d'une région ou d'un continent.

Le programme pilote de perfectionnement a été organisé à Kaduna (Nigéria), en septembre 1991. Le deuxième a été organisé à Nairobi (Kenya), en novembre 1992, et le troisième, à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) à l'intention de journalistes du Malawi, de la Zambie et de l'Ouganda. En 1993, Zagreb (Croatie) a accueilli plus de 60 journalistes venus principalement de l'ex-Yougoslavie et d'Europe de l'Est.

Les principaux thèmes étudiés, débattus et résolus au cours des programmes de perfectionnement sont la liberté de la presse, les systèmes politiques, l'éthique de la profession et les responsabilités des journalistes en période de guerre.

En 1994, UCIP a organisé deux grands programmes de perfectionnement pour le continent africain, sur la démocratisation de l'Afrique et sur les défis auxquels doivent faire face les journalistes. Les programmes ont été organisés à Dakar (Sénégal), en juillet. Le programme a donné aux journalistes africains l'occasion de tenir leurs propres journées d'étude. Plus de 150 journalistes de 32 pays africains y ont participé. Ces programmes ont donné lieu au plus grand rassemblement de journalistes jamais vu sur le continent.

#### Congrès mondial

Le Congrès mondial d'UCIP est une instance mondiale pour les membres de l'UCIP et autres personnes intéressées. Ils se réunissent pour étudier et analyser leur profession. UCIP choisit toujours un thème pertinent pour le congrès triennal. Le Congrès mondial de 1992 a traité de "La presse et la solidarité" à Campos de Jordao, Sao Paulo (Brésil).

/...



L'International Network of Young Journalists de l'UCIP a organisé sa convention mondiale en même temps que le Congrès mondial de l'UCIP sur le thème "Le journalisme au service de la paix mondiale et du développement".

Le Congrès mondial de 1992 a rassemblé 600 journalistes de plus de 80 pays. L'une des résolutions adoptées demandait aux journalistes d'oeuvrer en faveur de l'amélioration des conditions des enfants des rues en Amérique latine.

#### Documents de l'UCIP

Au cours des quatre dernières années, l'UCIP a publié deux grands documents : "L'éthique professionnelle du journalisme" et "Les responsabilités de la presse dans les cas de conflits violents".

Ces documents servent de directives aux hommes et aux femmes des médias afin de prendre des décisions justes et les encouragent à respecter la dignité de tous les peuples. Ces derniers temps, ils ont eu une grande influence sur les journalistes du monde entier.

#### Prix international pour la solidarité avec les réfugiés

En coopération avec plusieurs institutions oeuvrant en faveur des réfugiés, l'UCIP a organisé un prix international à l'intention des journalistes de tous les continents. Le prix a pour but de sensibiliser les nations et les peuples au sort des réfugiés et des personnes déplacées; le prix honore cinq journalistes qui ont, de par leurs travaux au sein des médias, plaidé en faveur du respect de la dignité et les droits des réfugiés en tant qu'êtres humains; ont permis de changer les méthodes, les attitudes et les dispositions touchant le traitement réservé aux réfugiés et aux personnes déplacées; et ont considéré les réfugiés comme des être humains à part entière et égaux méritant le respect, la solidarité et la fraternité de l'humanité.

Le prix a encouragé les journalistes du monde entier à accorder une plus grande attention au sort des réfugiés et à utiliser les médias afin d'améliorer la condition des réfugiés, conformément aux résolutions des Nations Unies.

Les cinq lauréats ont visité diverses organisations oeuvrant en faveur des réfugiés, particulièrement le HCR.

#### Etudes continues de questions pertinentes

L'UCIP et son réseau ont réussi à stimuler parmi les journalistes du monde entier l'entreprise d'études continues de questions pertinentes. Les sujets traités au cours des quatre dernières années comprenaient "Ma profession et le développement des peuples"; "Le rôle joué par le journaliste dans la promotion des valeurs"; "Les Nations Unies et la paix mondiale"; "Le journalisme au service de la paix mondiale et du développement"; et "Les journalistes d'une nouvelle ère : nos défis, obligations et difficultés". Les thèmes de l'année en cours sont "Les médias et la famille" et "Ethique de la paix dans un monde de violence".

/...

### Participation aux manifestations des Nations Unies

Au cours des quatre dernières années l'UCIP a assisté à certaines des principales manifestations des Nations Unies. Le Secrétaire général actuel a envoyé un groupe de journalistes à la réunion des journalistes parrainée par l'UNESCO à Windhoek (Namibie) en 1991. Le Secrétaire général a également assisté à la réunion sur le thème une presse indépendante et pluralistique pour l'Afrique. Le lauréat du prix décerné en 1992 a assisté à une conférence de l'UNESCO similaire, tenue à Santiago (Chili) la même année.

L'UCIP a également assisté aux conférences des Nations Unies sur l'environnement (Rio de Janeiro, Brésil, 1992); sur les droits de l'homme (Vienne, Autriche, 1993) et sur la population (Le Caire, Egypte, 1994). Les représentants de l'Union à New York, Paris, Genève et Vienne assistent souvent aux réunions des Nations Unies ou à celles ayant un rapport avec les Nations Unies.

Le Vice-Président de l'UCIP a représenté l'UCIP à la Conférence sur les femmes.

### Plans futurs

L'UCIP étudie la possibilité d'organiser plus de programmes de perfectionnement, pour lesquels il a reçu plusieurs demandes émanant de journalistes en Europe de l'Est, en Amérique latine, en Asie, en Afrique et dans les îles du Pacifique. Il étudie également la possibilité de coopérer avec des institutions des Nations Unies telles que l'UNESCO à la réalisation de ses programmes et aux travaux de UCIP University.

## 7. ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS

(Catégorie I)

### Historique

Fondée en 1920, l'Organisation internationale des employeurs (OIE) est la seule organisation mondiale qui représente valablement les intérêts des employeurs du monde pour toutes les questions de travail collectif au plan international. Elle s'attache à promouvoir l'entreprise privée et à faire progresser les intérêts des employeurs et de leurs organisations dans tous les pays, et particulièrement dans les pays en développement et les pays en transition. Elle sert d'organe de liaison permanent pour permettre aux employeurs du monde entier d'échanger leurs points de vue et leurs expériences, et elle est l'intermédiaire reconnu pour ce qui est d'exprimer et de promouvoir le point de vue des employeurs sur les questions sociales auprès de tous les organes internationaux. Elle est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail, et elle entretient des relations de travail étroites avec les autres organismes internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, qui s'occupent de questions relevant de son propre domaine d'activités. Elle a pour membres les organisations centrales d'employeurs de 111 pays.

/...

Participation aux activités du Conseil économique et social et de  
ses organes subsidiaires

Durant la période considérée, l'OIE a été représentée aux sessions ordinaires du Conseil économique et social, tant à New York qu'à Genève.

L'OIE a continué de collaborer étroitement avec la Commission des sociétés transnationales des Nations Unies et son successeur, la Commission sur les investissements internationaux et les sociétés transnationales de la CNUCED, en participant à leurs réunions et en prenant une part active aux travaux des Nations Unies sur les sociétés transnationales. Des communications conjointes de l'OIE et de la Chambre de commerce internationale (CCI) ont été soumises afin de présenter le point de vue des milieux d'affaires sur cette question.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

Organisation internationale du Travail (OIT)

En vertu de son statut consultatif auprès de l'OIT, l'OIE a été associée à l'ensemble des activités de cette institution, participant à toutes les réunions tripartites en sa qualité d'organe de coordination et de secrétariat du groupe des employeurs.

Une attention particulière a été prêtée à la défense des droits de l'homme au sein du Comité sur la liberté d'association et du Comité de l'OIT sur la discrimination; à l'application des conventions de l'OIT sur les normes en matière sociale et de travail, et sur les questions des droits de l'homme; ainsi qu'à l'assistance technique fournie aux organisations d'employeurs des pays du tiers monde et des pays en transition en tant que partenaires sur la voie du développement.

Grâce à sa participation aux travaux du Comité du Conseil d'administration de l'OIT, l'OIE suit en permanence l'ensemble des activités des Nations Unies qui relèvent de la compétence de l'OIT.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Le représentant permanent de l'OIE à Vienne a assisté à toutes les réunions du Conseil du développement industriel de l'ONUDI. L'OIE prête une attention particulière aux activités de formation de l'ONUDI pour la main-d'oeuvre industrielle, et à ses activités sectorielles.

Application des résolutions des Nations Unies

L'OIE a participé aux initiatives de l'OIT visant à l'application des résolutions des Nations Unies concernant les mesures de lutte contre le racisme et la discrimination raciale. A cet effet, elle a pris part aux réunions spéciales organisées avant et pendant les Conférences internationales du Travail qui ont eu lieu durant la période considérée afin de mettre en vigueur la Déclaration de 1964 de l'OIT mise à jour concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud, à laquelle l'OIE souscrit.

/...

### Diffusion d'informations

L'OIE publie The Free Employer, qui couvre périodiquement les activités des Nations Unies d'une importance particulière pour ses membres.

### Participation aux conférences des Nations Unies

Outre les réunions mentionnées ci-dessus, les représentants de l'OIE ont participé aux conférences ou réunions suivantes tenues sous les auspices ou ayant un rapport avec les Nations Unies :

- a) La deuxième Conférence des Nations sur les pays les moins avancés (Paris, septembre 1990);
- b) La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, juin 1992);
- c) Programme des Nations Unies pour le développement : Réunions consultatives avec des associations industrielles et commerciales (Paris, septembre 1992 et juin 1993);
- d) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation (première session) (Genève, novembre-décembre 1992);
- e) La Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, juin 1993).

En outre, l'OIE travaille actuellement en étroite collaboration avec la Chambre de commerce internationale (CCI) en vue de présenter conjointement le point de vue du monde international des affaires et de la communauté des employeurs au Sommet mondial sur le développement social, qui doit se tenir au Danemark en 1995.

## 8. FEDERATION INTERNATIONALE POUR LE PLANNING FAMILIAL

### (Catégorie I)

La Fédération internationale pour le planning familial rassemble les associations de planning familial autonome de 136 pays du monde. Elle est la principale organisation de planning familial volontaire au monde à traiter des questions de planning familial et de l'hygiène sexuelle et du comportement procréateur. Elle a pour but de promouvoir les droits des femmes et des hommes de décider librement du nombre et de l'espacement de leurs enfants et leur droit à une santé génésique du plus haut niveau possible. La Fédération fonctionne avec un budget annuel qui varie entre 75 et 105 millions de dollars E.-U.; les associations de planning familiale réunissent également des fonds au niveau local.

### Participation aux réunions des Nations Unies

La Fédération a assisté régulièrement aux réunions de la Commission de la population, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement social. Elle a fait des communications tant écrites qu'orales lors de ces réunions.

/...

La Fédération a assisté et a appuyé la participation de représentants chargés des questions de population/d'environnement au niveau national à la Conférence des Nations sur l'environnement et le développement tenue en 1992 et a apporté son plein appui au Programme Action 21.

La Fédération a assisté aux réunions préparatoires de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et à la Conférence elle-même en 1993. La Fédération a fait une déclaration à la Conférence et a pu influencer la rédaction de la Déclaration sur les droits de l'homme pour faire inclure dans le texte définitif une référence aux droits relatifs à la procréation.

La Fédération a assisté aux réunions préparatoires de l'Année internationale de la famille et a joué un rôle directeur au Comité des ONG sur la famille. La Fédération a joué un rôle actif dans le lancement de l'Année internationale de la famille à Malte en 1993.

En 1992 et 1993, la Fédération a participé à toutes les réunions préparatoires de la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement. Ces réunions comprenaient des conférences régionales sur la population, des réunions de groupes d'experts et des tables rondes. La Fédération a joué un rôle de premier plan aux réunions tenues en Europe avant la Conférence internationale, mettant un accent particulier sur l'Europe de l'Est. Le Président de la Fédération, en sa qualité de chef de la délégation ghanéenne, a présidé la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence tenue en mai 1993.

La Fédération a été représentée aux réunions préparatoires de la quatrième Conférence sur les femmes. Elle a été représentée aux réunions annuelles et aux réunions à caractère spécifique des commissions régionales - particulièrement aux réunions de la CESAP.

#### Coopération avec les programmes et les organes des Nations Unies

En 1991, le Prix des Nations Unies en matière de population a été décerné à Mme Julia Henderson, qui a été Présidente de la Fédération de 1971 à 1978; et en 1993, le prix a été décerné au Président en exercice de la Fédération, M. Fred Sai.

La Fédération est membre du Groupe consultatif sur les besoins en contraceptifs et en gestion logistique dans les pays en développement pendant les années 90 du FNUAP.

Le FNUAP, en collaboration avec la Fédération et d'autres organisations, continue de parrainer la publication trimestrielle People and the Planet.

La Fédération a continué de coopérer avec plusieurs divisions de l'Organisation mondiale de la santé, dans des domaines tels que le Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en matière de reproduction humaine; le Programme mondial sur le SIDA; et les programmes de santé maternelle et infantile et de l'hygiène sexuelle et du comportement procréateur chez les adolescents. La Fédération est membre permanent du Comité des politiques et de la coordination du Programme de la reproduction humaine de l'OMS. La Fédération a co-parrainé avec l'OMS des réunions mondiales et régionales dans le domaine de la maternité sans

/...

risque et elle est membre du Comité directeur interorganisations pour le suivi des activités du programme de la maternité sans risque.

#### Autres activités pertinentes

Par l'intermédiaire de ses programmes dans plus de 140 pays et grâce à sa large diffusion d'informations et de publications à ses membres, la Fédération favorise l'application des résolutions des Nations Unies relatives au droit des hommes au planning familial, aux droits relatifs à la procréation et fournit un accès universel aux informations et aux services de planning familial. La Fédération a préparé et a distribué à ses membres du matériel relatif aux manifestations spéciales des Nations Unies telles que l'Année internationale de la famille, la Conférence des Nations sur l'environnement et le développement et la Conférence internationale sur le développement et la population. Les principales questions ont été reproduites dans Open File, un bulletin d'information à large distribution, People and the Planet, et dans d'autres publications. Vision 2000: Strategic Plan, entérinée par toutes les associations membres de la Fédération, énonce les buts, les objectifs et les activités de la Fédération aux niveaux international, régional et national pour les quelques années à venir. Ils apportent tous un appui aux buts et préoccupations des Nations Unies en matière de jeunesse, de la qualité des soins et l'amélioration des capacités des femmes.

Pour appuyer la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement, la Fédération a mobilisé tous ses membres afin de prendre l'initiative de consultations avec leurs gouvernements en vue d'influencer la rédaction du document final de la Conférence. De nombreux représentants des associations de planning familial de la Fédération sont devenus membres de la délégation de leur gouvernement aux sessions du comité préparatoire. Le Président de la Région de l'hémisphère occidental de la Fédération a été élu président du Comité directeur des ONG de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Le FNUAP a fourni un financement et l'OMS a apporté une assistance technique au projet "Youth for Youth" coordonné par la Fédération. Le projet, exécuté par six organisations non gouvernementales internationales, était conçu en vue d'améliorer l'hygiène sexuelle et le comportement procréateur chez les adolescents dans six pays. Une publication finale faisant rapport sur le projet a été publiée en 1993.

La Fédération a conservé des contacts étroits et collabore avec les bureaux des ONG à New York et à Genève. Les associations de planning familial continuent de travailler étroitement avec les bureaux extérieurs des Nations Unies dans leurs pays respectifs, particulièrement à la promotion de la Journée mondiale de la population.

#### 9. INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUES

(Catégorie II)

Créé en 1885, l'Institut international de statistiques (IIS) est une des associations scientifiques internationales les plus anciennes fonctionnant dans le monde actuel. L'Institut est une association autonome qui vise à développer et à améliorer les méthodes statistiques et leurs applications dans le monde entier, à encourager la coopération internationale et l'association entre les statisticiens et l'échange de leur expérience professionnelle et des résultats de leurs recherches; à

/...

développer l'intégration internationale des statistiques en développant au niveau mondial les relations entre les institutions statistiques et les autres organisations tant officielles qu'officieuses portant intérêt aux statistiques; à contribuer à l'amélioration de l'enseignement en matière de statistiques et promouvoir la formation dans ce domaine. Il vise également à faire progresser l'étude de la théorie statistique, évaluer les méthodes et les pratiques statistiques, encourager la recherche statistique et encourager l'application des méthodes statistiques dans tous les domaines pertinents; à promouvoir l'utilisation des méthodes statistiques les plus appropriées dans tous les pays; et à améliorer la comparabilité internationale des données statistiques.

#### Conférences, séminaires et sessions

Au cours de la période 1990-1993, l'IIS a tenu deux sessions biennales. La quarante-huitième session biennale, tenue au Caire (Egypte) du 9 au 17 septembre 1991 a réuni plus de 600 participants internationaux. Des réunions ouvertes ont été tenues pour étudier diverses questions telles que l'industrie des statistiques, le contrôle de la divulgation des statistiques, le rôle des sociétés de statistiques en ce qui concerne l'épidémie du SIDA, la Déclaration sur l'éthique de l'IIS - six ans plus tard; les problèmes statistiques des pays en transition. Le point culminant d'une conférence de neuf jours, a été la création d'une nouvelle section de l'IIS, l'International Association of Statistical Education (IASSE). Cette nouvelle section met en évidence l'importance que l'IIS porte au développement de l'éducation en matière de statistiques dans le monde. La quarante-neuvième session de l'IIS, tenue à Florence (Italie) du 25 août au 2 septembre 1993 a attiré plus de 1 300 participants du monde entier. Au cours de la session, plusieurs réunions ouvertes ont été tenues pour étudier divers sujets tels que les domaines non couverts par l'IIS et ses sections, le rapport Moriguti sur le rôle des statisticiens, l'héritage artistique et culturel et les statistiques.

Les cinquième et sixième concours réservés à de jeunes statisticiens provenant de pays en développement ont permis à leurs lauréats de bénéficier de la prise en charge du voyage et des frais de séjour pour participer respectivement à la session du Caire et de Florence. Leur participation était financée par l'International Statistisch Sudiefonds, fonds spécial créé au cours de la quarante-cinquième session à Amsterdam afin d'aider au développement des statistiques dans les pays en développement.

La troisième Conférence sur l'enseignement des statistiques, tenue en août 1990 à Dunedin (Nouvelle-Zélande) a remporté un grand succès, avec près de 600 participants représentant plus de 30 pays. La conférence a traité de questions clefs dans le domaine de l'enseignement des statistiques à tous les niveaux et de l'importance de l'opinion qu'a le grand public des statistiques.

En octobre 1990, l'International Association for Official Statistics, qui est l'une des cinq associations de l'IIS, a tenu sa deuxième Conférence indépendante à Beijing (Chine), suivie d'une réunion satellite à Macau qui était axée sur la structure des systèmes statistiques dans les petits pays. La troisième Conférence indépendante a eu lieu à Ankara (Turquie) du 22 au 25 septembre 1992.

/...

En août 1990, la Société Bernoulli, une section de l'IIS, a tenu sa deuxième Conférence mondiale à Uppsala (Suède), avec la participation de plus de 800 savants du monde entier.

Les actes du Séminaire de Dublin sur la confidentialité des statistiques sont maintenant terminés et sont distribués par Eurostat. Le résultat d'un effort de collaboration entre l'IIS et Eurostat, le séminaire a été tenu à Dublin (Irlande) du 8 au 10 septembre 1992, avec 125 participants venus de 23 pays différents. Il a examiné les documents soulignant les nombreux aspects de la confidentialité, notamment les aspects philosophiques, législatifs et technologiques, en plus de documents plus spécifiques relatifs aux aspects mathématiques et au calcul statistique de la protection des données et à l'examen de la confidentialité dans le cas des données individuelles, des ménages, industrielles et commerciales.

L'IIS a lancé un programme dans le cadre duquel des séminaires d'information sur les statistiques internationales sont offerts aux statisticiens qui désirent accroître leur connaissance des accords internationaux existants, y compris l'étude du fonctionnement d'un réseau de plus en plus complexe. Le projet a été organisé en coopération avec Statistics Netherlands. Le premier séminaire a été tenu du 11 au 14 janvier 1993 au Bureau permanent de l'IIS pour le Président de Goskomstat de la Fédération de Russie. Un deuxième séminaire a eu lieu du 6 au 8 décembre 1993 avec le Directeur et le Directeur adjoint du Bureau d'Etat des statistiques de l'Estonie et le Directeur du Bureau de statistique de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Le 27 avril 1993, le quatre-vingtième anniversaire du Bureau permanent de l'IIS aux Pays-Bas a été célébré à Statistics Netherlands, l'organisation hôte du Bureau permanent à Voorburg. A cette occasion, le Professeur M. J. Petry d'Erasmus University (Rotterdam) a fait rapport sur la recherche qu'il a menée sur l'histoire de la probabilité, une attention particulière ayant été accordée aux travaux de Christiaan Huygens et de Benedictus Spinoza.

#### Comités

Des efforts particuliers ont été faits pour créer plusieurs nouveaux comités afin de fournir une instance aux disciplines statistiques qui, dans le passé, ont été peu représentées au sein de l'IIS. Plusieurs de ces comités (le Comité Gregor Johann Mendel sur les statistiques agricoles, le Comité sur les statistiques sportives, le Comité Christiaan Huygens sur l'histoire des statistiques) ont progressé jusqu'au point où ils ont pu se rencontrer à la session tenue à Florence pour examiner les plans et les activités futurs et tenir un débat sur les documents dans leurs domaines. Le Comité exécutif de l'IIS a également approuvé la création de plusieurs comités supplémentaires en vue d'accélérer les travaux entrepris dans des domaines spécifiques : le Comité Ernst Engel sur les spécialistes des statistiques des services; le Comité P. C. Mehalanobis sur les statistiques sur les activités statistiques; le Comité Gregory King sur l'infrastructure des statistiques; le Comité Gerardus Mercator sur les systèmes d'information géographique; le Comité El-Khowarizmi sur les statistiques.

La session de Florence a également été l'occasion de créer un nouveau Groupe de travail sur l'identification des domaines particuliers d'intérêt statistique. Le Groupe de travail fera rapport au Comité exécutif et au Conseil, après avoir

/...



identifié les domaines de travail statistique qui semblent être ou avoir été négligés ou sous-représentés dans les activités de l'IIS et les domaines qui risquent d'apparaître dans l'avenir. Le Groupe de travail renverra l'étude de ces domaines statistiques naissants aux sections de l'IIS existantes ou autres organes afin d'assurer qu'ils sont reçoivent l'attention nécessaire à leur développement.

Le Comité de l'IIS sur la certification des statisticiens s'est réuni pour la première fois durant la session tenue à Florence. Il examinera l'évolution au niveau national de la question de la certification des statisticiens. Il encouragera l'introduction de sujets internationaux et la comparabilité de la certification et fournira des conseils sur l'enregistrement international des statisticiens à l'IIS.

#### Publications

Généralement considérée comme la revue principale de l'IIS, IS Review a commencé petit à petit à se transformer en une publication d'intérêt général pour tous les membres. A commencer par la nomination de deux nouveaux éditeurs, IS Review vise à inclure une plus grande variété de documents d'examen tant théoriques que techniques. Afin de réduire l'accumulation de documents dont la publication avait été refusée l'adoption de la politique éditoriale actuelle, un volume spécial d'IS Review à distribution limitée sera publié en 1993.

Statistical Theory and Method Abstracts continue de fournir une couverture mondiale d'articles publiés sur les statistiques mathématiques et la probabilité. Le Bureau permanent de l'IIS prévoit l'introduction d'un index informatisé qui servirait d'appui à la publication.

La ISI Newsletter a continué son rôle visant à fournir un rapport à jour des activités entreprises par l'IIS dans le monde entier. Un nouveau "mini" bulletin, intitulé ISI Update a été introduit pour fournir des informations générales sur les activités de l'IIS aux membres du Conseil, aux présidents des comités et aux membres. Il distribué entre les numéros de Newsletter.

Short Book Reviews fournit aux statisticiens un service rapide de compte rendu de livres sur les statistiques et sujets connexes publiés dans le monde entier. A l'heure actuelle, le Bureau permanent de l'IIS examine la possibilité d'introduire une version électronique de Short Book Reviews.

Les actes des quarante-huitième et quarante-neuvième sessions ont été publiés dans les volumes 55 et 56 de l'ISI Bulletin.

En 1993, l'IIS a de nouveau publié et distribué une version mise à jour du répertoire de ses membres. Contrairement aux versions antérieures, le présent répertoire comprend également (le cas échéant) les numéros de téléphone, de fac-similé et de telex et comprend le "Directory of Statistical Societies" et le "Directory of Statistical Agencies". Le nouveau répertoire a été publié avec l'assistance généreuse du Bureau statistique de la République fédérale allemande.

En coopération avec l'IIS, le Bureau de statistique de la ville de Duisburg a mis en oeuvre un nouveau programme sur les statistiques dans les grandes villes, qui devrait donner un élan nouveau à la publication de l'IIS de statistiques sur ce sujet. Les membres du "Programme de volontaires" de l'IIS à Voorburg ont également

/...

apporté leur concours en représentant le point de vue de l'IIS lors de la conception de cette nouvelle publication.

#### Activités de recherche

L'ancien Comité exécutif de l'IIS a été obligé de fermer le Centre de recherche de l'IIS en 1991, à cause des importantes pertes financières subies annuellement. Dans le même temps, la Communauté européenne a décidé de poursuivre la fonction de recherche de l'IIS, tout en limitant les activités de recherche à des projets recevant des fonds d'affectation spéciale.

Vu la préoccupation unanime exprimée quant au sort des données d'une valeur inestimable se trouvant au Centre de recherche, il a été proposé au FNUAP d'effectuer la distribution, l'entretien et l'archivage et le transfert des précieuses données et du matériel historique archivés dans la Dynamic Data Base (DDB) (qui contient les données de l'Enquête mondiale sur la fécondité) de l'IIS aux organisations qui seraient intéressées à obtenir ces matériaux et seraient à même d'en assurer l'accès aux chercheurs futurs. Le FNUAP a accepté cette proposition vers la fin de 1992. Afin de tirer avantage du progrès technologique accompli dans le domaine de l'archivage des données, il a été décidé d'utiliser le CD ROM. En plus de ses avantages technologiques, le CD ROM facilite également la copie et la distribution des données. Les données de la DDB ont été distribuées à plusieurs organisations internationales, à des pays participants dont les données sont informatisées, et à trois organisations internationales de sauvegarde. Les disques ont été mis gratuitement à la disposition des utilisateurs dans les pays en développement et les pays en transition et à un prix modique aux pays développés.

#### 10. UNION INTERNATIONALE POUR L'ETUDE SCIENTIFIQUE DE LA POPULATION

##### (Catégorie II)

L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP) est une organisation mondiale à but non lucratif de spécialistes de la population, créée en 1928. Elle est composée de démographes, d'économistes, de sociologues, de statisticiens, de médecins, de fonctionnaires de la santé publique, de spécialistes de la planification de la famille, d'administrateurs, de responsables politiques, etc., de plus de 100 pays.

L'UIESP a pour objectif d'appeler l'attention des gouvernements, des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, et du grand public sur les problèmes démographiques, ainsi que de promouvoir la démographie scientifique. Pour ce faire, l'Union organise des conférences spécialisées mondiales et régionales, elle conduit des activités scientifiques et publie les actes de ses conférences ainsi que les résultats des travaux de ses comités. L'Union est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO.

#### Activités, 1990-1993

a) Atelier de formation en matière de démographie et de planification de la santé (Lomé (Togo), 29 janvier-17 février 1990);

/...

b) Séminaire sur l'évolution de la fécondité en Amérique latine (Buenos Aires (Argentine), 3-6 avril 1990), en coopération avec le Centro Latino-Americano de Demografia (CELADE);

c) Séminaire sur les études anthropologiques relatives à la transmission sexuelle du virus d'immunodéficience humaine (Sonderborg (Danemark), 19-22 novembre 1990);

d) Atelier de formation sur les enquêtes démographiques (Harare (Zimbabwe), 7-26 janvier 1991);

e) Séminaire sur les anciennes et nouvelles méthodes en matière de démographie historique (Palma de Mallorca, Baléares (Espagne), 12-15 juin 1991);

f) Séminaire sur les causes socio-culturelles de la morbidité et de la mortalité dans les pays en développements : le rôle des études longitudinales (Saly Portudal (Sénégal), 7-12 octobre 1991);

g) Séminaire sur les causes et la prévention de la mortalité des adultes dans les pays en développement (Santiago (Chili), 7-11 octobre 1991), organisé en coopération avec le Centro Latino-Americano de Demografia (CELADE);

h) Séminaire sur les statistiques relatives à la mortalité et à la morbidité maternelles et infantiles et sur les soins de santé : approches interdisciplinaires (Le Caire (Egypte), 4-7 novembre 1991);

i) Séminaire sur l'évolution de la fécondité en Afrique sub-saharienne (Harare (Zimbabwe), 19-22 novembre 1991);

j) Séminaire sur le genre et l'évolution de la famille dans les pays industrialisés (Rome (Italie), 27-30 janvier 1992);

k) Séminaire sur la mortalité prématurée des adultes dans les pays développés : d'une description à une explication (Taormina (Italie) 1er-5 juin 1992);

l) Réunion d'experts sur le progiciel démographique et les statistiques (La Haye (Pays-Bas), 29 juin-3 juillet 1992);

m) Conférence sur la population et l'environnement (Oxford (Royaume-Uni), 9-11 septembre 1992);

n) Séminaire sur les conséquences démographiques de l'ajustement structurel en Amérique latine (Ouro Pret (Brésil), 29 septembre-2 octobre 1992);

o) Séminaire sur la mortalité infantile dans le passé (Montréal (Canada), 7-9 octobre 1992);

p) Atelier de formation sur l'analyse des données des recensements de 1990-1991 en Afrique francophone (Liège (Belgique), 15-29 novembre 1992);

q) Séminaire sur la population et le déboisement (Campinas (Brésil), 30 novembre-3 décembre 1992);

/...

r) Séminaire sur les femmes et l'évolution démographique en Afrique subsaharienne (Dakar (Sénégal), 3-6 mars 1993);

s) Atelier de formation à la recherche sur la condition de la femme et les changements démographiques (Dakar (Sénégal), 8-11 mars 1993);

t) Séminaire sur l'évaluation de l'impact de l'intervention sanitaire (Belo Horizonte (Brésil), 12-16 avril 1993);

u) Séminaire sur la santé et les tendances de la mortalité des populations âgées: causes et conséquences (Sendai City (Japon) 21-25 juin 1993), organisé en coopération avec la Division de la population (Secrétariat des Nations Unies) et l'OMS;

v) Atelier sur les études concernant la démographie historique dans les pays d'Europe (Liège (Belgique), 17-18 avril 1993);

w) Atelier de formation à la démographie historique pour l'Amérique latine (Cordoba (Argentine), 14 juin-2 juillet 1993);

x) Vingt-deuxième Conférence générale de l'UIESP (Montréal (Canada), 25 août-1er septembre 1993);

y) Conférence sur la population et l'environnement (Vienne (Autriche), 24-26 novembre 1993);

z) Atelier sur les nouvelles approches en matière de démographie anthropologique (Barcelone (Espagne), 15-18 novembre 1993);

aa) Séminaire sur la lutte contre le SIDA et ses conséquences dans les pays en développement : la contribution de la démographie et des sciences sociales (Annecy (France), 5-9 décembre 1993).

## 11. ZONTA INTERNATIONAL

### (Catégorie II)

Zonta International est une organisation organisée par des cadres socioprofessionnels afin de promouvoir la condition juridique, politique, économique et professionnelle des femmes du monde entier. Zonta regroupe plus de 35 000 membres dans 1 400 clubs de 67 pays. Les clubs Zonta soutiennent des projets communautaires locaux ainsi que des projets de développement international en association avec diverses institutions du système des Nations Unies : UNIFEM, UNICEF, UNESCO, INSTRAW et OIT. Depuis 1986, Zonta a étendu sa représentation géographique avec 14 nouveaux pays : Burkina Faso, Israël, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Pologne, Turquie, Fédération de Russie, Luxembourg, Guadeloupe, Bolivie, Paraguay et Lettonie.

Participation aux conférences du Conseil économique et social et de ses  
organes subsidiaires

Zonta international a des représentants officiels auprès des Nations Unies à New York, Vienne, Paris et Genève. Ils jouent un rôle directeur dans les sous-comité des ONG et les groupes de travail dans les domaines suivants : la condition de la femme, le vieillissement, la jeunesse, les droits de l'homme, les handicapés, les questions relatives aux réfugiés, la paix et l'environnement. Zonta a régulièrement assisté aux réunions des comités suivants :

New York

Comité des ONG sur la condition de la femme

Comité des ONG de l'UNICEF

Comité consultatif des ONG d'UNIFEM

Comité des ONG sur le vieillissement

Comité des ONG sur la jeunesse

Groupe d'étude des ONG sur la population, y compris la Consultation annuelle Nations Unies/ONG sur la population

Genève

Sous-Comité des ONG sur la condition de la femme

Comité spécial des ONG sur les droits de l'homme

Groupe de travail des ONG sur le rôle des femmes dans le développement

Groupe de programme JUNG/NGO sur le rôle des femmes dans le développement

Comité spécial des ONG sur le développement

Groupe de travail des ONG sur les femmes et la paix

Groupe spécial des ONG sur la rédaction de la Convention relative aux droits de l'enfant

Conférence annuelle de l'OIT

Commission des droits de l'homme; sessions annuelles

Vienne

Comité des ONG sur le vieillissement

Comité des ONG sur les stupéfiants

/...

Comité des ONG sur la famille  
Comité des ONG sur la paix  
Comité des ONG sur la jeunesse  
Commission du développement social  
Commission de la condition de la femme  
Commission des stupéfiants

#### Paris

Commission de la condition de la femme  
Conférence annuelle des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'UNESCO  
Groupe de travail ONG/UNESCO sur l'éducation pour la promotion et la défense des droits de l'homme  
Groupe de travail ONG/UNESCO sur l'éducation contre le racisme et l'apartheid  
Groupe de travail des ONG sur la condition de la femme  
Pendant la période 1990-1993, outre les réunions des groupes de travail, Zonta a assisté à plusieurs conférences des Nations Unies, y compris la Conférence des droits de l'homme tenue à Vienne où son représentant à Genève a fait une déclaration.

#### Coopération avec des programmes, organes et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies

Depuis 1990, Zonta a apporté des contributions dépassant 600 000 dollars au projet commun UNIFEM/UNICEF sur le sexe social, les femmes et le développement en Amérique centrale. Ce projet a pour but de déterminer les besoins stratégiques des femmes dans un effort concerté visant à renforcer l'action en faveur de l'égalité entre les sexes et d'accroître la participation égalitaire des femmes tant au processus qu'aux bénéfices du développement. A ce jour, le projet a aidé près de 75 920 femmes d'Amérique centrale.

Depuis 1986, Zonta International est le premier donateur non gouvernemental de l'UNIFEM. Pour la période 1990-1993, l'engagement financier de Zonta atteindra 1,3 million de dollars destiné à sept projets en Inde, en Amérique latine et en Afrique.

En 1993, Zonta a reçu le prix d'excellence de l'UNIFEM.

#### Autres activités pertinentes

Dans le cadre de ses projets et programmes, Zonta s'efforce de mettre en oeuvre les décennies et années thématiques des Nations Unies. Au cours de la période 1990-1993, Zonta a mis l'accent sur les programmes de développement économique, de

/...

formation, d'éducation et d'alphabétisation visant à améliorer la condition des femmes et de leurs familles. En outre, Zonta a favorisé la réalisation des objectifs énoncés dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Zonta a parrainé la Bourse Amelia Earhart et le Prix pour les jeunes femmes dans les affaires publiques. Tous deux contribuent directement à la promotion des Stratégies prospectives, mettant l'accent sur l'éducation des femmes.

Zonta diffuse les informations concernant les activités des Nations Unies grâce à l'envoi de documents organisationnels périodiques à ses clubs et au moyen de publications trimestrielles.

-----